

« Le rêve d'une démocratie automatique, c'est fini »

Selon la philosophe et psychanalyste

Cynthia Fleury, pour survivre, la démocratie doit se régénérer par l'implication des citoyens. En créant par exemple des « temps citoyens » permettant à chacun de faire son travail, après avoir été formé.

Vous ne la verrez jamais chez Ruquier ou dans un de ces talk-shows qui expédient la pensée et le débat aussi vite qu'un cheeseburger. À l'arène médiatique, où nombre d'intellectuels contemporains s'abîment, la philosophe et psychanalyste Cynthia Fleury préfère l'arène politique et le terrain pour travailler ses thèmes de prédilection : la démocratie, la citoyenneté et les nouveaux territoires que les mutations technologiques ouvrent à l'homme et la femme du XXI^e siècle. Cette mise à distance volontaire des projecteurs des plateaux de télévision ne la pas empêchée, alors qu'elle n'a que 42 ans, de se forger une place solide dans le paysage intellectuel francophone. Elle était à ce titre l'invitée d'honneur du colloque de rentrée du parlement bruxellois, ce jeudi, sur le thème « Penser et construire la ville citoyenne », à l'occasion duquel *Le Soir* a pu la rencontrer.

Beaucoup d'intellectuels s'avilissent aujourd'hui dans l'arène médiatique. Cela vous désole ? Vous jouez là-dedans ?

J'espère que non ! Il y a une dénaturation quasi obligatoire quand on est un intellectuel et qu'on va sur le territoire cathodique. Jusqu'où accepter la dénaturation de sa propre parole ? Pas simple. Jusqu'où l'intellectuel instrumentalise-t-il lui-même la dénaturation qui l'instrumente lui ? Pas simple. Y résister totalement, c'est ne pas y mettre un pied. Très compliqué, surtout pour une intellectuelle liée à la philosophie politique...

Quelle limite vous fixez-vous ?

J'essaie de ne pas aller trop loin dans la dénaturation et donc je ne vais pas dans quantité d'émissions. Non pas parce que je les trouve mauvaises, mais parce que je ne saurais pas le

faire, tenir le niveau de non-dénaturation dans ce contexte-là.

Vous n'iriez pas chez Ruquier, par exemple ?

C'est très compliqué parce que vous êtes là, vous parlez de la démocratie capacitaire (lire par ailleurs, NDLR) et tout d'un coup, à côté de vous, quelqu'un fait « pouet pouet ». C'est perdu, c'est fini. Je n'ai pas le talent pour renverser ça. Ça demande une compétence que je n'ai pas. Donc je n'y mets pas les pieds parce que je pars perdante. Résultat : je vais sur d'autres territoires, France Culture, France Inter... Mais il reste peu de territoires sur le « mainstream ». Le problème des médias aujourd'hui, c'est qu'ils ne sont plus libres. Leur modèle économique les contraint à surjouer le débat pour vaguement intéresser leurs lecteurs et donc ils vont donner plus de poids à la petite phrase. Il faut arrêter d'instrumentaliser le débat public. Mais c'est dur parce qu'alors il faut du contenu, et donc du temps, et donc des salaires. C'est tout un processus de précarisation des journalistes qui mène au spectacle : les contenus sont « bouffonnés » pour que ça fasse un peu de buzz, que ça ramène un peu de sous. Mais une fois entrés dans ce cercle, les médias sont otages de cette nécessité d'audience, de divertissement. Et en même temps, la vie est tellement dure que les gens ont besoin de se divertir.

Les algorithmes créés par Google et Facebook conditionnent beaucoup les informations que reçoit le public, la propagation des fake news aussi. Que faire ?

Les fake news, c'est le prix à payer pour rester en démocratie. Sans ça, on bascule dans l'autoritarisme. Au lieu d'empêcher toute controverse, on est

obligé de voir ce qui est instrumentalisé dans la controverse. Et de le déconstruire, sans cesse. C'est épuisant, mais c'est le prix à payer pour vivre en démocratie. Cela dit, il faut aussi dire aux acteurs des réseaux sociaux, aux Gafa : vous avez créé un algorithme quasiment antidémocratique, qui fait du populisme, qui promeut la rumeur alors qu'avec un certain nombre de critères, on pourrait faire autre chose. Sauf qu'ils n'ont pas nécessairement envie... Les Etats, européens notamment, auraient dû inventer un « contre-Google », un outil à peu près neutre. Mais maintenant c'est trop tard. Aujourd'hui, on est dans la main de Google. Deux personnes tapent la même recherche dans Google et obtiennent des résultats différents. Ça fausse tout. C'est comme si, à chaque fois, vous étiez dans la manipulation.

Et pourquoi, par essence, un moteur de recherche créé par des Etats aurait-il été plus neutre que celui de Google ? Un « Google européen » devrait rendre des comptes de transparence, là où le Google privé n'a absolument aucune obligation de transparence, si ce n'est vaguement vis-à-vis de ses clients. J'espère d'ailleurs que vous avez lu les 33 pages de contrat qu'ils vous demandent de signer quand vous créez une boîte e-mail Google... Non ? Heureusement, parce que sinon vous ne le signeriez pas. Parce que ce contrat vous enlève tous vos droits. C'est ce qu'on appelle, chez Durkheim, un contrat léonin. C'est interdit ça. Personne ne peut contracter contre soi-même. Or, nous passons notre vie, avec ces outils, à le faire. Ça n'a pas de sens. Il faut donc le destituer et trouver d'autres outils. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON
ET CORENTIN DI PRIMA

engagement « Les citoyens doivent être mieux formés et informés »

On observe une grande demande citoyenne de plus grande participation dans les institutions démocratiques ? A quoi l'attribuez-vous ?

Je vais manquer d'originalité, mais la première chose, c'est le fait qu'il y a une crise de la représentation. On peut même parler d'une double crise. Une crise de la représentativité de la représentation, où c'est plutôt la qualité et non l'idée de la représentation qui est remise en cause – et on voit bien la marge de progrès qui peut être accompli : plus de parité, plus de diversité, plus de société civile, etc. Et puis une crise de la représentation elle-même. « Je n'ai pas à être représenté, je me présente moi-même. » C'est nouveau car dans les démocraties occidentales, la représentation a d'abord été une conquête de liberté, dans le sens où vous n'êtes pas un sous-citoyen si vous n'avez pas envie de vous occuper des affaires publiques. Si vous avez envie de vivre votre vie privée, votre vie privée est un sujet politique en soi, digne. Mais en même temps, de fait, vous avez un sentiment « confiscatoire ». Sans parler du fait que la représentation et ses fautes font que de plus en plus, il y a un désaveu, avec un sentiment qu'elle est plus ou moins corrompue, éloignée de l'intérêt général, incompétente, trop rentière, devenant elle-même une caste, protégeant ses intérêts, etc.

Un des remèdes, pour vous, c'est le développement d'une citoyenneté « capacitaire ». De quoi s'agit-il ?

La citoyenneté capacitaire, c'est une citoyenneté critique, une citoyenneté plus compétente. C'est un citoyen beaucoup mieux formé et informé qui est partie prenante de la décision et surtout de la régulation. Actuellement, ça n'existe pas. Pourquoi ? Parce que personne n'est formé. Par ailleurs, si la citoyenneté capacitaire n'existe pas, la citoyenneté européenne existe encore moins. Si, par exemple, vous vouliez monter une initiative citoyenne européenne dans le cadre de l'article 11 du Traité de Lisbonne, il faudrait pratiquement avoir des compétences de constitutionnaliste, avoir un temps infini dédié à cela... C'est pour cela que je défends la création de « temps citoyens », c'est-à-dire de temps qui sont, entre guillemets, « payés », permis par nos administrations, par nos entreprises, avec des crédits pour les professions libérales etc., pour ne pas être dans le dilemme « je dois faire mon travail citoyen » ou « je dois assurer ma survie ». Avec, à terme, toute la question du revenu universel.

La citoyenneté capacitaire n'est pas uniquement une question d'envie, c'est aussi une question d'expertise. Aujourd'hui, la complexité du monde fait que des quantités d'expertises peuvent être sollicitées, organisées, coordonnées pour alimenter la densité démocratique. Mais ça aussi, ça se construit. Prenons par exemple l'élaboration de lois. Dans le processus parlementaire, il y a un temps pour le dépôt des amendements. On pourrait imaginer, à un moment, d'ouvrir le système : permettre de déposer, avec des critères très spécifiques de qualité, certains types d'amendements au même titre qu'un parlementaire, mais pondéré différemment. C'est cette invention, ce sont ces outils combinés qu'il faut mettre en place. Mais qui dit ça, dit modélisation économique : en gros, qui paye et qui forme ?...

Dépasser la négativité et en régénérant le modèle, sans l'abattre ?

Oui. Prendre conscience que la démocratie doit aussi être défendue par les individus. Pourquoi ? Parce que nous sommes dans une faillite de l'Etat-providence. C'est par l'engagement citoyen.

l'engagement associatif, l'engagement militant – les lanceurs d'alertes, etc. –, que l'on ramènera dans le centre de l'agora les sujets qui sont à l'extérieur. Et c'est la société civile qui fait ça. Elle doit apparaître davantage dans le procédural. Il y a en tout cas une nécessité de créer les conditions d'une citoyenneté capacitaire – qui aujourd'hui n'existe pas. C'est une magnifique ambition, absolument obligatoire pour que l'Etat de droit ne s'effondre pas. Parce qu'à la différence des années 70, l'illusion de la pérennité absolue de la démocratie en a pris un coup... Face à cela, ceux qui ont conscience que c'était un leurre de se dire que le sens de l'Histoire sera nécessairement plus démocratique, comprennent qu'il va nécessairement falloir restaurer les outils et que c'est par l'usage fécond, créatif, régulier, qualitatif de ces outils qu'on préservera un tant soit peu l'Etat de droit. Sinon – on parle déjà aujourd'hui de « démocratie » – on aura de plus en plus un état d'urgence et un état d'exception et un Etat social qui est en déliquescence.

N'est-il pas déjà trop tard ? Tant de gens semblent résignés, aigris, voire presque « nihilistes »...

Il est évident que nous sommes allés très loin dans le démantèlement de l'Etat social, mais pour moi, la question ne se pose même pas de savoir s'il est trop tard ou non. Le vitalisme de la démoc-

ratie demande cette implication. C'est une difficulté, c'est un combat, il ne s'agit pas de le nier. Il s'agit de faire comprendre aux citoyens qu'un tiers de leur vie doit être dédié à une activité socio-citoyenne démocratique, parce que la démocratie est un bien commun qui ne peut pas s'auto-entretenir, comme une machine, ce n'est pas possible. Or, nous avons vécu sur ce rêve d'une démocratie « automatique ». C'était le grand rêve libéral : « la main invisible de la démocratie »... Non ! C'est pour cela que j'ai parlé des « irremplaçables » (titre d'un essai de Cynthia Fleury publié chez Gallimard en 2015, NDLR). Ça demande que les individus, de manière créative, investissent cet espace qui est celui de la démocratie.

Votre implication personnelle, en tant que philosophe, c'est d'armer intellectuellement les citoyens, les politiques, via vos conférences, les colloques auxquels vous participez, comme au parlement bruxellois jeudi dernier ?

Effectivement. Je m'occupe par ailleurs d'une Chaire de philosophie à l'Hôpital Sainte-Anne, à Paris, qui a pour finalité de réintroduire les humanités dans la formation initiale – les étudiants –, dans la formation continue – les praticiens – et au plus près des services hospitaliers. Dans ce dernier cas, ce sont eux qui appellent la chaire pour nous dire qu'ils veulent travailler sur un thème. Par exemple : l'arrivée des robots à l'hôpital, le burn-out des soignants, etc. L'enjeu, c'est de dire que le soin est en partage.

Comment concilier une force centripète, qui entend ramener la démocratie au niveau des citoyens, avec la grande force centrifuge qui transfère de plus en plus de compétences au niveau supranational, européen ?

Il est certain qu'on aura forcément ces deux mouvements. D'abord la relocalisation : parce qu'une démocratie, c'est un lien très fort avec un territoire. Vous avez besoin d'avoir une cohérence entre ce qui est ressenti comme l'autorité légitime et l'opérativité de cette autorité. Aujourd'hui, c'est problématique car vous avez une opérativité de l'Etat-Nation, qui pour la plupart des gens reste encore « l'autorité légitime », qui est très faible. Ce contraste entre efficacité et légitimité, il est problématique. L'endroit où les deux sont conjoints, c'est la ville. On va donc avoir un phénomène de relocalisation. Mais en même temps, il faut absolument faire passer des seuils sur la gouvernance européenne et je di-

rais même plus, sur la gouvernance mondiale – où là, on est à zéro pointé. Ce sont deux mouvements qu'il faut tenir.

Dans ce contexte, ce qui se passe en Catalogne est intéressant : les indépendantistes veulent décider pour eux et entre eux, mais tout en restant dans l'Europe...

C'est effectivement un très bon exemple. Il y a à la fois en Catalogne une culture tout à fait internationaliste et une identité territoriale forte. Le numérique permet les deux mouvements : la localisation, le maillage, les réseaux, et en même temps le virtuel, avec des territoires dont on n'a même pas idée. C'est ça « demain » : ce lien avec un territoire et le fait que ce territoire ne tiendra pas sans jumelages avec d'autres territoires. Regardez l'accord global sur le climat conclu à Paris : qui va le faire vivre ?

Les maires de New York, Calcutta, Paris, qui décident d'entrer dans du normatif, dans de la contrainte, pas « l'interétatisme ». Je ne crois pas du tout à la disparition des Etats-Nations – ce sont des acteurs déterminants face à des multinationales notamment, qui à la différence des Etats-Nations n'ont aucune « traçabilité » – mais je crois en revanche que leur suprématie est terminée.

La crise de la démocratie, c'est aussi la crise de la décision politique. Soit on attend que tous les signaux soient au vert, et les gens ont le sentiment que rien ne bouge ; soit on prend ses responsabilités, on va de l'avant et d'autres hurlent au « coup de force ». On l'a vu à Bruxelles, avec la mise en « piétonnier » d'une partie du centre-ville...

Nous avons vécu une situation similaire à Paris avec la fermeture des voies sur berges à la circulation automobile.

Il est clair que ça aurait été bien mieux si, au moment de lancer le processus, immédiatement des bus étaient tombés du ciel... La démocratie c'est la construction la plus légitime que nous avons pour mettre en place une volonté générale. Dans ce cadre, l'éthique de la discussion, théorisée par Habermas, c'est un cycle et ça se termine par une action, une décision. Sinon, il existe un truc formidable, qui est le dîner en ville : on refait le monde et il n'y a pas d'obligation de prendre une décision à la fin... A un moment donné, il faut considérer le fait que Paris est devenu un enfer. Il faut prendre au sérieux la question de l'anthropocène, de la responsabilité des villes dans la formation des gaz à effets de serre, des rapports du Giec... A un moment, il y a ce que la science nous raconte ; il y a un pacte moral avec la science, dans nos démocraties, il y a un pacte avec la connaissance. Et que le politique refasse lien avec cela me paraît courageux et nécessaire.

Ce pacte est battu en brèche aujourd'hui...

Qu'il y ait de la controverse, c'est normal. Mais il ne faut pas mélanger le doute qui fait progresser la science et les fake news, la volonté complotiste de tout déconstruire à chaque fois. Comme je l'ai dit plus haut, c'est le prix à payer pour vivre en démocratie. La démocratie, ce n'est pas simple... ■

Propos recueillis par

W. B. ET C. D. P.

Ce 18 octobre, Cynthia Fleury donnera une conférence à Wolubilis (Woluwe-Saint-Lambert), intitulée « Prendre soin : de soi, des autres, du monde ». Renseignements : www.wolubilis.be

Cynthia Fleury

Cynthia Fleury, née en 1974, est une philosophe et psychanalyste française, qui enseigne la philosophie politique à l'American University of Paris, et est également chercheuse associée au Muséum national d'histoire naturelle. Elle est par ailleurs titulaire de la chaire de philosophie à l'hôpital Sainte-Anne. Dans sa biographie, épinglons « La fin du courage : la reconquête d'une vertu démocratique » (Fayard, 2010) et « Les irremplaçables » (Gallimard 2015).